

## INTERVENTION AU CN DU 15/10/2014

La réforme territoriale est conçue pour permettre aux groupes et aux banques de mieux écrémer les ressources sur tous les territoires en faisant reculer la part des prélèvements publics et sociaux, locaux et nationaux, dans la valeur ajoutée nationale et, ainsi, libérer plus de plus-value pour les prélèvements financiers en intérêts et dividendes.

Le recul des services publics locaux, le reflux des transferts sociaux, le repli des investissements publics territoriaux sont la rançon exigée par l'inflation du coût du capital.

Il ne s'agit plus seulement de soumettre l'État central à la dictature des marchés financiers, mais d'y subordonner toute la République et, particulièrement, celles de ses institutions les plus proches des populations et, donc, les plus sensibles à la pression de leurs besoins et à leurs luttes.

Cela nécessite de faire disparaître des échelons et des élus, de concevoir des regroupements autoritaires, récupérant les besoins de coopération et de partage, pour mieux éloigner les citoyens des arbitrages et canaliser les ressources humaines, matérielles et financières vers les opportunités les plus rentables.

Les élections cantonales comporteront un enjeu national – combattre la politique Hollande -Valls – et des enjeux locaux non moins considérables – construire sur le terrain, à partir des besoins populaires précisément recensés, les réseaux de résistances et de contre-attaque les plus larges possibles aux effets de cette politique, au-delà du Front de gauche, avec des socialistes, des verts, des progressistes, des syndicalistes...

Avec des propositions précises, il s'agit d'ancrer aux besoins concrets et aux luttes des populations, la recherche d'alliances larges à gauche pour battre la droite, refouler l'extrême-droite, élire de nombreux conseillers communistes et, en pratique, donner à voir qu'une alternative est possible, du local au national.

Cette recherche serait vaine si elle ne vise pas explicitement à aider les luttes de terrain à imposer un nouveau rapport aux populations de l'État, mais aussi des entreprises et des banques.

On déserterait ce terrain fondamental si, à l'instar de J-L Mélenchon dans l'Humanité du 13/10, on se résignait à ne plus considérer l'entreprise comme le « *lieu de socialisation politique* » de tous ceux qui n'ont que leur force de travail à vendre pour vivre, soit plus de 90 % de la population active !

Au moment où Hollande et Valls, derrière le MEDEF, cherchent à construire une union sacrée autour de l'entreprise pour faire accepter par toute la société le diktat de la rentabilité financière, au moment où monte de toute part, parfois de façon désespérée, le besoin de responsabiliser les entreprises au plan social, territorial et environnemental, on peut mesurer ce qu'a d'incongru une telle proclamation.

Prétendre que l'entreprise ne serait plus « *le lieu de socialisation politique* » pour les 5 millions de privés d'emploi que compte aujourd'hui la France ne revient-il pas à dire que ces gens-là n'auraient plus à exiger que, au-delà des indemnités nécessaires à revaloriser, les entreprises créent, pour eux, des emplois et des formations correctement rémunérés ? Mais, le MEDEF qui veut, à la suite de Macron, renégocier la convention chômage avant terme ne demande que ça !

J-L Mélenchon dit qu'il faut « *fédérer le peuple* » plutôt que « *rassembler la gauche* ». Fâcheuse opposition qui prétend faire abstraction du clivage « gauche-droite », alors que c'est la tentative forcenée de Hollande et Valls de s'y soustraire en menant, au nom de la gauche, une politique de droite qui fait que l'électorat de gauche s'abstient de plus en plus aux élections, tandis qu'une partie grandissante de l'électorat de droite se radicalise dans le vote Le Pen.

Et que devrait faire le Front de gauche ? Sous prétexte de rompre avec la majorité parlementaire désormais relative de Valls, il faudrait ignorer que des forces dans la gauche, et au-delà du Front de gauche, refusent ces choix et cherchent des alternatives.

La position de J-L Mélenchon est sectaire. Elle fuit les terrains de bataille, plus essentiels que jamais, concernant le social, le travail, l'entreprise, la banque, la BCE, l'économie ; et cela au nom d'une prétendue priorité accordée au sociétal réduit à une « *règle verte* ». Alors qu'il faudrait conjuguer enjeux sociaux et sociétaux !

Tout cela débouche sur un appel au combat pour une VIème République « offshore », désincarnée, coupée des enjeux d'émancipation sociale et de conquêtes de pouvoirs de travailleurs.

Cette démarche conduirait à ignorer les leviers décisifs de la transformation que sont l'utilisation de l'argent, les droits et pouvoirs des salariés, le rôle des banques, les services publics...

La promesse d'une VIème République sans démocratie économique et sociale, c'est du vent !

J-L Mélenchon met le Front de gauche en demeure de rompre avec les fondamentaux du combat révolutionnaire moderne. Cela donne sens à sa candidature pour 2017 avec la visée, qui plus est, a-t-il rappelé récemment, qu'au final seuls resteraient face à face, pour le combat ultime, ce qu'il considère être le Front de gauche et le Front national !

Ce serait là, au total, faire le jeu de Valls qui proclame que « *la gauche peut mourir* » et fait tout ce qu'il peut pour qu'elle meurt en visant une bipolarisation durable du paysage politique français entre ce qui serait un grand parti conservateur flanqué d'une extrême droite exigeante et un grand parti démocrate à l'américaine flanqué d'une extrême gauche impuissante...

Au contraire, affirmons nos fondamentaux en leur donnant vie dans des propositions précises, avec des objectifs hardis de relance sociale, le recul du coût du capital avec une autre utilisation de la fiscalité et du crédit, jusqu'à la BCE, avec, enfin, de nouveaux pouvoirs pour les salariés et les citoyens. Tout cela en visant un très large rassemblement pour battre la droite et l'extrême-droite et changer radicalement de politique à gauche.